



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 30 JUIN 2026  
GEMEENTERAAD VAN 30 JUNI 2026

NOTES EXPLICATIVES  
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

30.06.2026/A/0001 **Communication.**

---

**Mededeling.**

---

30.06.2026/A/0002 **Modification du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et intégration du Code de déontologie applicable aux mandataires communaux.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 91, qui stipule que le Conseil communal adopte un Règlement d'Ordre Intérieur ;

Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal du 28 août 2002, qui demeure inchangé à ce jour ;

Considérant que la Nouvelle Loi communale a fait l'objet de diverses modifications depuis 2002 et que le règlement d'ordre intérieur tel que fixé en 2002 n'est plus en conformité avec les dispositions de la Nouvelle Loi communale ;

Vu les recommandations relatives au Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal publiées par BRULOCALIS ;

Considérant que ce règlement peut comprendre des mesures complémentaires relatives au fonctionnement du Conseil communal, à la transparence et à la participation citoyenne ;

Considérant les avis émis lors de la séance tenue par les Commissions réunies en date du 10 mars 2026 et 3 juin 2026;

Vu l'article 84<sup>quater</sup> de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que le conseil communal arrête, dans son règlement d'ordre intérieur, des règles de déontologie et d'éthique, applicables aux conseillers communaux ;

Vu l'article art. 107<sup>bis</sup> de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que les règles déontologiques visées à l'article 84<sup>quater</sup>, alinéa 1er, sont également applicables aux membres du collège des bourgmestre et échevins ;

Considérant que le code de déontologie et d'éthique constitue un cadre d'intégrité morale que l'ensemble des mandataires publics locaux sont tenus de suivre ;

Considérant que les règles déontologiques ne sont pas à interpréter à géométrie variable en fonction de l'interprétation différente d'une commune à l'autre ;

Que dans un souci de cohérence et de stabilité juridique, le Gouvernement bruxellois a déterminé le socle de base pour ce code déontologique applicable à l'ensemble des communes ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juin 2024 fixant un modèle commun de code de déontologie et d'éthique applicable aux mandataires locaux ;

Considérant qu'il convient pour la Commune d'adopter ces règles et de les intégrer dans le règlement d'ordre intérieur actuel ainsi que de modifier le règlement d'ordre intérieur ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

De modifier le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal du 28 août 2002 et d'y intégrer le Code de déontologie applicable aux mandataires communaux ;

---

**Wijziging van het reglement van orde van de Gemeenteraad en integratie van de Deontologische code van toepassing op de gemeentelijke mandatarissen.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 91, waarin wordt bepaald dat de Gemeenteraad een reglement van orde goedkeurt ;

Gelet op het reglement van orde van de Gemeenteraad van 28 augustus 2002, dat tot op heden ongewijzigd is gebleven ;

Overwegende dat de Nieuwe Gemeentewet sinds 2002 diverse wijzigingen heeft ondergaan en dat het reglement van orde zoals vastgesteld in 2002 niet langer in overeenstemming is met de bepalingen van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de aanbevelingen met betrekking tot het Reglement van orde van de Gemeenteraad, gepubliceerd door BRULOCALIS ;

Overwegende dat dit reglement aanvullende maatregelen kan bevatten met betrekking tot de werking van de Gemeenteraad, de transparantie en de burgerparticipatie;

Overwegende de adviezen die werden uitgebracht tijdens de vergadering van de Verenigde Commissies op 10 maart 2026 en 3 juni 2026 ;

Gelet op artikel 84<sup>quater</sup> van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn reglement van orde deontologische en ethische regels vaststelt die van toepassing zijn op de gemeenteraadsleden ;

Gelet op artikel 107<sup>bis</sup> van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat de deontologische regels bedoeld in artikel 84<sup>quater</sup>, lid 1, eveneens van toepassing zijn op de leden van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende dat de deontologische en ethische code een kader voor morele integriteit vormt dat alle lokale openbare mandatarissen moeten naleven ;

Overwegende dat de deontologische regels niet op verschillende manieren mogen worden geïnterpreteerd naargelang de uiteenlopende interpretaties van gemeente tot gemeente ;

Dat de Brusselse Regering, met het oog op coherentie en juridische stabiliteit, de basis heeft vastgelegd voor deze deontologische code die van toepassing is op alle gemeenten ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 6 juni 2024 tot vaststelling van een gemeenschappelijk model voor een deontologische en ethische code die van toepassing is op lokale mandatarissen ;

Overwegende dat het voor de Gemeente aangewezen is deze regels goed te keuren en op te nemen in het huidige reglement van orde, alsook het reglement van orde te wijzigen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit :

Het reglement van orde van de gemeenteraad van 28 augustus 2002 te wijzigen en daarin de deontologische code van toepassing op gemeentelijke mandatarissen te integreren.

2 annexes / 2 bijlagen

ROI NL.pdf, VERSION DEFINITIVE ROI FR.pdf

---

30.06.2026/A/0003 **Ordonnance de police portant fermeture de tous les établissements accessibles au public à 1h du matin au plus tard dans le Quartier Nord**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, spécialement ses articles 119, 119bis et 135 § 2;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues et ses prolongations ultérieures;

Vu l'arrêté du 02 mars 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues;

Vu la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services;

Vu le rapport administratif de police « HotSpot Quartier Nord » du 12 mars 2026;

Considérant que les commune ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique ;

Considérant que l'arrêté du Ministre-Président du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues et ses prolongations ultérieures, identifie le quartier Nord comme un « hotspot » ; que les menaces et les atteintes à l'ordre public y sont particulièrement concentrées;

Considérant une analyse circonstanciée des données chiffrées des incidents se déroulant dans l'espace public et plus précisément dans le périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance, a été réalisée par la Zone de Police; que les conclusions de cette analyse, basées sur les nécessités concrètes du maintien de l'ordre, sont reprises dans ledit rapport;

Considérant d'une part que le rapport susmentionné met en évidence des faits de vols avec violence, de tapages, d'ivresses, de violences et d'incivilités survenant singulièrement entre 01h00 et 06h00 dans le périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance; qu'il précise en outre que les activités nocturnes liées aux établissements ouverts tardivement et à la prostitution (ouverte 24h/24) jouent en outre un rôle majeur dans le phénomène; que les troubles à l'ordre public mentionnés ci-dessus, sont dès lors en corrélation avec l'activité nocturne continue du périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance et l'ouverture tardive des établissements qui y sont situés;

Considérant d'autre part qu'une part importante des interventions de police fait l'objet de fiches issues d'appels vers le centre de communication de la zone de police ; que ces fiches reflétant un réel sentiment d'insécurité des habitants d'après le rapport

administratif de police « HotSpot Quartier Nord » du 12 mars 2026, sont classées en quatre catégories principales dont trois significativement représentées entre 01h00 et 06h00 : Alarmes-Alertes (agressions ou des incendies), Environnement (tapages et pollution), Assistance (interne ou autres services publics);

Considérant que l'autorité communale ne peut tolérer que des actes de violences graves se commettent sur le territoire de la Commune, mettant en péril l'ordre public et la sécurité des habitants ; que le Conseil d'État souligne à cet égard dans un arrêt n°241.671 du 30 mai 2018 que : « toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent » et que « l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, même faible, pour la sécurité publique »;

Considérant que l'instauration d'une heure de fermeture aux établissements accessibles au public sera de nature à faire disparaître les troubles ou à tout le moins à les faire diminuer de manière substantielle et à améliorer la qualité de vie des habitants du quartier; que la mesure s'inscrivant dans le contexte d'une démarche d'évaluation périodique ne s'applique que pour une période de trois mois; qu'elle n'a pas pour conséquence la suppression pure et simple de l'exercice d'une profession ou d'un commerce, ni de le rendre directement ou indirectement impraticable ; qu'elle ne fait pas de l'interdiction la règle et de la liberté l'exception étant donné qu'elle impose une interdiction partielle limitée dans le temps et dans l'espace;

Considérant que la constatation que les troubles ne sont pas imputables à un ou des établissements en particulier mais affectent le périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance, ne suffit pas à établir une violation du principe de proportionnalité ; que cette constatation explique au contraire le recours à la voie réglementaire ; que cette action réglementaire ne revêt d'ailleurs pas de portée subsidiaire par rapport à l'adoption de mesures individuelles de police administrative en sorte qu'aucun principe de droit n'impose à l'autorité de privilégier ces dernières si la protection de l'ordre public justifie une mesure générale;

Considérant les rapports de police attestant de la plus-value de cette ordonnance ainsi que le retour des habitants ;

ORDONNE :

### **Article 1**

Les lieux accessibles au public en vue du divertissement, de la consommation ou vente de denrées alimentaires, de la consommation ou vente de boissons alcoolisées (établissements HoReCa et assimilés, cafés et salons de prostitution, carées, etc.) ou non soumis à un régime horaire plus restrictif, situés **dans le périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance**, doivent être fermés au plus tard tous les jours de la semaine et du week-end à 1h du matin et ne pourront rouvrir au plus tôt qu'à partir de 6h du matin.

### **Article 2**

La présente ordonnance de police s'applique dans le périmètre délimité suivant :

- Rue Gineste
- Place Saint-Lazare
- Boulevard Saint-Lazare : du n°1 jusqu'au croisement avec le boulevard du Jardin Botanique
- Place du Nord : jusqu'au croisement avec la rue du Progrès
- Gare du Nord : toute la partie se trouvant sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode
- Rue d'Aerschot : du n°1 au n°4
- Rue de Brabant : du n°1 au n°114
- Rue de la Prairie

- Rue de la Rivière
- Rue des Plantes : du n°1 au n°104 (pairs) et jusqu'au n°111 (impairs)
- Rue Linné : du n°1 au n°114 (pairs) et jusqu'au n°101 (impairs)
- Rue Verte : du n°1 au n°80 (pairs) et jusqu'au n°73 (impairs)
- Rue du Chemin de Fer
- Rue Botanique
- Rue de la Poste : du n°1 au n°78 (pairs) et jusqu'au n°39 (impairs)
- Rue Godefroid de Bouillon
- Rue Musin
- Square Victoria Régina
- Avenue Victoria Régina
- Rue Saint-François
- Rue de l'Ascension
- Rue des Secours
- Petite rue des Secours.

### **Article 3**

§1. Selon la procédure définie dans la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales :

- sera puni d'une amende administrative de maximum 500 euros, quiconque contrevient aux dispositions de la présente ordonnance.

§2. La zone de police "Nord" est chargée de l'exécution de l'ordonnance au besoin par la contrainte et la force conformément aux dispositions de l'article 37 de la loi sur la fonction de police.

### **Article 4**

L'ordonnance de police entre en vigueur le 1er juillet jusqu'au 30 septembre 2026 ;

### **Article 5**

Un recours en annulation ainsi qu'un éventuel recours en suspension peuvent être introduits par requête auprès du Conseil d'Etat (rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles) dans un délai de 60 jours à compter de la publication de la présente ordonnance.

---

## **Politieverordening houdende de sluiting van alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen uiterlijk om 1 uur 's ochtends in de Noordwijk.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 119 en 135 § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, en de latere verlengingen ervan ;

Gelet op het besluit van 02 maart 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen ;

Gelet op de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening ;

Gelet op het administratief politieverlag „HotSpot Noordwijk“ van 12 maart 2026 ;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben te voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust ;

Overwegende dat het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -

gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, en latere verlengingen, de Noordwijk identificeert als een „hotspot“; dat bedreigingen en aantastingen van de openbare orde daar bijzonder sterk geconcentreerd zijn ;Overwegende dat de Politiezone een gedetailleerde analyse heeft uitgevoerd van de cijfergegevens over incidenten die zich voordoen in de openbare ruimte, en meer bepaald binnen de perimeter bedoeld in artikel 2 van deze verordening ; dat de conclusies van deze analyse, gebaseerd op de concrete noden van de ordehandhaving, in het genoemde verslag werden opgenomen ;

Overwegende enerzijds dat het bovengenoemde verslag melding maakt van gevallen van gewelddadige diefstallen, geluidsoverlast, dronkenschap, geweld en wangedrag die zich met name tussen 01u00 en 06u00 voordoen in de perimeter bedoeld in artikel 2 van deze verordening ; dat in het verslag bovendien wordt aangegeven dat nachtelijke activiteiten in verband met laat opengebleven vestigingen en prostitutie (open 24 u/24) een belangrijke rol spelen in dit fenomeen ; dat de hierboven genoemde verstoringen van de openbare orde bijgevolg in verband staan met de voortdurende nachtelijke activiteit in de perimeter bedoeld in artikel 2 van deze verordening en de late openingstijden van de inrichtingen die daar gevestigd zijn ;

Overwegende anderzijds dat een groot deel van de politie-interventies worden vastgelegd in fiches naar aanleiding van oproepen naar het communicatiecentrum van de politiezone ; dat deze fiches, die volgens het administratief politieverlag “HotSpot Noordwijk” van 12 maart 2026 een reëel onveiligheidsgevoel bij de inwoners weerspiegelen, zijn ingedeeld in vier hoofdcategorieën, waarvan er drie significant voorkomen tussen 01u00 en 06u00 : Alarmen-Waarschuwingen (aanvallen of branden), Omgeving (geluidsoverlast en vervuiling), Bijstand (intern of andere openbare diensten) ;

Overwegende dat de gemeentelijke autoriteiten niet kunnen toestaan dat er op het grondgebied van de Gemeente ernstige gewelddaden worden gepleegd die de openbare orde en de veiligheid van de inwoners in gevaar brengen ; dat de Raad van State in dit verband in arrest nr. 241.671 van 30 mei 2018 benadrukt dat: “iedere bestuurlijke politiewet de bevoegde overheden machtigt preventieve maatregelen te nemen om verstoringen van de openbare orde, nog voor zij zich voordoen, te vermijden” en dat “de overheid in dat verband over een ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt en rekening kan houden met iedere mogelijk gevaarlijke situatie en met ieder risico, hoe klein ook, voor de openbare veiligheid” ;

Overwegende dat de invoering van een sluitingstijd voor inrichtingen die toegankelijk zijn voor het publiek van dergelijke aard is dat de verstoringen zullen verdwijnen of op zijn minst aanzienlijk zullen afnemen en de levenskwaliteit van de bewoners van de wijk zal verbeteren ; dat de maatregel, die kadert in de context van een periodieke evaluatie, slechts voor een periode van drie maanden geldt ; dat zij niet tot gevolg heeft dat de uitoefening van een beroep of een handelsactiviteit volledig wordt afgeschaft of direct of indirect onuitvoerbaar wordt gemaakt ; dat zij niet het verbod tot regel en de vrijheid tot uitzondering maakt, aangezien zij een gedeeltelijk verbod oplegt dat in tijd en ruimte beperkt is ;

Overwegende dat de vaststelling dat de verstoringen niet toe te schrijven zijn aan een of meer specifieke inrichtingen, maar de perimeter betreffen die bedoeld wordt in artikel 2 van deze verordening, niet volstaat om een schending van het evenredigheidsbeginsel vast te stellen ; dat deze vaststelling integendeel de toevlucht tot de reglementaire weg verklaart ; dat deze reglementaire maatregel overigens geen subsidiaire reikwijdte heeft met betrekking tot de toepassing van individuele administratieve politimaatregelen, aangezien geen enkel rechtsbeginsel de overheid verplicht om voorrang te geven aan deze laatste indien de bescherming van de openbare orde een algemene maatregel rechtvaardigt ;

Overwegende de politieverlagen die de meerwaarde van dit bevel aantonen, alsmede de terugkeer van de bewoners;

**BESLUIT :**

### **Artikel 1**

Plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn voor vermaak, de consumptie of verkoop van levensmiddelen, de consumptie of verkoop van alcoholische dranken

(Horeca-inrichtingen en soortgelijke gelegenheden, carrés en prostitutiesalons, enz.) en die niet onderworpen zijn aan een strengere uurregeling, gelegen **binnen de perimeter bedoeld in artikel 2 van deze verordening**, moeten elke dag van de week en in het weekend uiterlijk om 1 uur 's ochtends gesloten zijn en mogen ten vroegste opnieuw openen vanaf 6 uur 's ochtends.

#### **Artikel 2**

Deze politieverordening is van toepassing binnen de volgende afgebakende perimeter :

- Ginestestraat
- Sint-Lazarusplein
- Sint-Lazaruslaan : van nr. 1 tot aan het kruispunt met de Kruidtuinlaan
- Noordplein : tot aan het kruispunt met de Vooruitgangstraat
- Noordstation : het gehele gedeelte dat zich op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node bevindt
- Aarschotstraat : van nr. 1 tot nr. 4
- Brabantstraat : van nr. 1 tot nr. 114
- Weidestraat
- Rivierstraat
- Plantenstraat : van nr. 1 tot nr. 104 (even nrs.) tot nr. 111 (oneven nrs.)
- Linnéstraat : van nr. 1 tot nr. 114 (even nrs.) tot nr. 101 (oneven nrs.)
- Groenstraat : van nr. 1 tot nr. 80 (even nrs.) tot nr. 73 (oneven nrs.)
- Spoorwegstraat
- Kruidtuinstraat
- Poststraat : van nr. 1 tot nr. 78 (even nrs.) tot nr. 39 (oneven nrs.)
- Godfried van Bouillonstraat
- Musinstraat
- Victoria Reginaplantsoen
- Victoria Reginalaan
- Sint-Franciscusstraat
- Bergopstraat
- Hulpstraat
- Korte Hulpstraat.

#### **Artikel 3**

§1. Volgens de procedure zoals vastgelegd in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties :

- wordt een administratieve boete van maximaal 500 euro opgelegd aan eenieder die de bepalingen van deze verordening overtreedt.

§2. De politiezone “Noord” is belast met de uitvoering van deze verordening, indien nodig met dwang en geweld, overeenkomstig de bepalingen van artikel 37 van de wet op het politieambt.

#### **Artikel 4**

Deze politieverordening treedt in werking op 1 juli 2026 en is van toepassing tot en met 30 september 2026.

#### **Artikel 5**

Een beroep tot nietigverklaring, alsook een eventueel beroep tot schorsing, kan worden ingesteld per verzoekschrift bij de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, binnen de 60 dagen na de kennisgeving van deze verordening.

---

30.06.2026/A/0004

**Complexe de tennis du stade Georges Petre ; convention de mise à disposition ; adoption- report du 09/06/2026- report du 16/06/2026**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 135 ;

Considérant le stade Georges Petre, sis rue Georges De Lombaerde, 55 à 1140 Evere, dont la Commune est propriétaire ; que celui-ci comprend notamment le hall sportif sis avenue des Communautés 12 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, lequel comporte plusieurs infrastructures sportives, dont des terrains de tennis ;

Considérant que ces terrains de tennis sont actuellement inoccupés ; qu'ils ont fait l'objet d'interventions diverses visant l'entretien et la sécurisation du hall ; que plusieurs incidents ont été constatés, notamment des vols et des intrusions ;  
Considérant que la Commune a déposé une plainte auprès de la police à la suite de ces vols, et qu'une seconde plainte est en cours concernant l'occupation non autorisée des lieux ;  
Considérant qu'il convient de sécuriser le site en raison de la répétition des infractions constatées ;  
Considérant qu'en outre des problèmes de stationnement sauvage ont été observés aux abords du site, générant des nuisances et des risques pour la sécurité ;  
Considérant également la présence ponctuelle de sans-abris dans le cabanon adjacent, ce qui soulève des préoccupations en matière de sécurité, de salubrité et de gestion du domaine public ;  
Considérant par ailleurs que les locaux susmentionnés nécessitent la réalisation de certains travaux ;  
Considérant qu'une mise à disposition temporaire de ces locaux permettra, d'une part, de sécuriser les lieux en évitant toute occupation illégale et, d'autre part, de générer des revenus supplémentaires pour la Commune ;  
Considérant en effet qu'une occupation régulière et encadrée du bien constitue un moyen efficace de prévenir et de contrer les occupations illégales constatées ces derniers mois ;  
Considérant qu'il appartient à la Commune d'assurer une gestion optimale, efficace et responsable de son patrimoine immobilier ;  
Considérant que la mise à disposition de ces locaux contribue à maintenir le site en activité et à préserver son attractivité ; qu'une occupation temporaire permet de maintenir un usage sportif cohérent avec l'affectation du site ;  
Considérant que cette mise à disposition générera des recettes pour la Commune permettant ainsi de compenser les coûts d'entretien du site ;  
Considérant en outre que la réalisation de certains travaux par l'Occupant représente une économie pour la Commune et permet de valoriser temporairement le site sans engager de dépenses communales supplémentaires ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'approuver le projet de convention de mise à disposition repris en annexe ;  
D'autoriser le Bourgmestre et la Secrétaire communale à réaliser, au nom du Collège des Bourgmestre et Echevins, l'ensemble des actes s'y rapportant dont, et de manière non limitative, la signature de la convention.

---

**Tenniscomplex van het Georges Petre-stadion ; overeenkomst inzake terbeschikkingstelling ; goedkeuring- uitsel van 09/06/2026- uitsel van 16/06/2026**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;  
Overwegende het Georges Petre-stadion, gelegen Georges De Lombaerdestraat 55 te 1140 Evere, waarvan de Gemeente eigenaar is ; dat dit complex met name de sporthal omvat, gelegen Gemeenschappenlaan 12 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, die verschillende sportinfrastructuren telt, waaronder tennisterreinen ;  
Overwegende dat deze tennisterreinen momenteel niet worden gebruikt ; dat er diverse interventies hebben plaatsgevonden voor het onderhoud en de veiligheid van de sporthal ; dat er verschillende incidenten werden vastgesteld, met name diefstallen en

inbraken ;

Overwegende dat de Gemeente naar aanleiding van deze diefstallen klacht heeft ingediend bij de politie en dat er een tweede klacht loopt betreffende de onrechtmatige bezetting van de terreinen ;

Overwegende dat het wenselijk is de site te beveiligen vanwege de herhaalde overtredingen die werden vastgesteld ;

Overwegende dat bovendien problemen met wildparkeren werden vastgesteld in de omgeving van de site, wat overlast en veiligheidsrisico's veroorzaakt ;

Overwegende dat er tevens af en toe daklozen verblijven in de aangrenzende schuur, wat aanleiding geeft tot bezorgdheid op het gebied van veiligheid, hygiëne en het beheer van de openbare ruimte ;

Overwegende bovendien dat er bepaalde werkzaamheden moeten worden uitgevoerd aan de bovengenoemde lokalen ;

Overwegende dat een tijdelijke terbeschikkingstelling van deze lokalen enerzijds zal bijdragen tot het beveiligen van de site door illegale bezetting te voorkomen en anderzijds extra inkomsten voor de Gemeente zal opleveren ;

Overwegende dat een regelmatig en gecontroleerd gebruik van de locatie immers een doeltreffend middel vormt om de illegale bezettingen die de afgelopen maanden werden vastgesteld, te voorkomen en tegen te gaan ;

Overwegende dat het de taak van de Gemeente is om te zorgen voor een optimaal, efficiënt en verantwoord beheer van haar vastgoedpatrimonium ;

Overwegende dat het ter beschikking stellen van deze lokalen bijdraagt tot het in stand houden van de activiteit op de site en het behoud van haar aantrekkelijkheid ; dat een tijdelijke bezetting het mogelijk maakt een sportief gebruik te handhaven dat in overeenstemming is met de bestemming van de site ;

Overwegende dat deze terbeschikkingstelling inkomsten voor de Gemeente zal opleveren, waardoor de onderhoudskosten van de site kunnen worden gecompenseerd ;

Overwegende bovendien dat de uitvoering van bepaalde werkzaamheden door de Bezetter een besparing voor de Gemeente betekent en het mogelijk maakt de site tijdelijk te valoriseren zonder bijkomende gemeentelijke uitgaven ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit :

De overeenkomst inzake terbeschikkingstelling zoals opgenomen in de bijlage goed te keuren ;

De Burgemeester en de Gemeentesecretaresse te machtigen om namens het College van Burgemeester en Schepenen alle hiermee verband houdende handelingen te verrichten, waaronder, maar niet beperkt tot, de ondertekening van de overeenkomst.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Convention consolidée FINALE.docx*

---

30.06.2026/A/0005

**Enseignement fondamental; Projet de règlement général des études des écoles communales fondamentales**

Le Conseil,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire du 3 mai 2019, mis à jour le 13 janvier 2026 ;

Vu les décrets, arrêtés et les circulaires de la Communauté française applicables en matière de règlement général des études ;

Vu l'article 1.5.1-8 dudit Code, qui stipule que *tout pouvoir organisateur établi, pour*

*chaque niveau d'enseignement, son règlement des études. Il peut prévoir un règlement des études distinct pour chacune de ses implantations;*

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant le projet de règlement général des études établi par le pouvoir organisateur dont les directions scolaires et enseignants du Fondamental ont pris connaissance ;

Considérant que le présent règlement doit être applicable pour la rentrée scolaire 2026-2027 ;

Décide:

De l'approbation du présent règlement général des études des écoles fondamentales communales en vue de sa mise en application pour la rentrée scolaire 2026-2027.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Avis juridique CECP RGE Fondamental.pdf, Règlement général des études enseignement fondamental SJTN - 2026 - Version finale.pdf*

---

30.06.2026/A/0006 **Renouvellement du contrat de concession de la friterie sise Place Saint-Josse ;  
Approbation des conditions- report du 16/06/2026**

Le Conseil,

Vu les articles 123 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession ;

Vu l'arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles d'exécution des contrats de concessions ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la convention de concession domaniale conclue le 8 décembre 2020 entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et Madame Zoila PALMA ALTAMIRANO relativement à l'exploitation de la friterie de la place Saint-Josse, d'une durée de cinq ans, laquelle arrive à échéance le 7 décembre 2025 ;

Considérant que ladite concession expire de plein droit à l'issue des cinq ans (à la date précitée), sans aucune prolongation ou tacite reconduction ;

Considérant que pour les finances communales, il est nécessaire de proposer au Conseil communal une nouvelle procédure d'appel aux candidats en vue de désigner le concessionnaire qui exploitera la friterie sur le domaine public communal précité ;

Considérant qu'en effet, conformément à la législation en matière de concessions domaniales, un nouvel appel d'offres est nécessaire pour l'octroi du droit d'exploiter une friterie sur ce domaine public communal afin de respecter les principes de concurrence, de transparence et d'égalité ;

Considérant que la concession a déjà été lancée et attribuée précédemment mais que la décision d'attribution a dû être retirée suite au désistement du concessionnaire désigné pour des raisons de santé ;

Vu la proposition du cahier des charges ci-joint précisant les conditions d'attribution et d'exploitation de la concession de la friterie sachant qu'une publicité afin de rechercher des candidats sera lancée sur base de celui-ci ;

Considérant que l'avis de concession sera publié sur le site internet de la Commune, et affiché sur différents panneaux et lieux publics ainsi que dans les valves fixées sur les murs de la Commune (dans les couloirs par lesquels passe la population) ;

Considérant que l'avis de concession sera affiché sur les vitrines des commerces acceptant l'initiative ainsi que sur la friterie (grand format cf pub Urbanisme) ;

Considérant que, conformément à la législation applicable aux concessions domaniales octroyées par les Communes, la publication au Moniteur belge n'est pas obligatoire pour les concessions de faible importance économique et sur le domaine public communal, telles que l'exploitation d'une friterie ; Considérant que la publicité locale via le site internet de la Commune, les panneaux et valves d'affichage permet de garantir une information adéquate des candidats potentiels et de respecter les principes de transparence, de concurrence et d'égalité ; Considérant que cette modalité de publicité est adaptée à la nature et à l'ampleur de la concession concernée et permet une procédure efficiente et accessible à tous les candidats intéressés ;

Décide :

-D'approuver le cahier des charges ci-joint précisant les conditions d'attribution et d'exploitation de la concession de la friterie sur le domaine public communal sis place Saint-Josse à côté du kiosque à journaux. Une publicité afin de rechercher des candidats sera lancée sur base dudit cahier des charges ;

-D'approuver le contrat de concession type ci-joint auquel renvoie le cahier des charges ;

-D'autoriser le lancement d'un appel aux candidats en vue de désigner le concessionnaire qui exploitera la friterie installée sur ce domaine public communal aux conditions prévues dans le cahier des charges.

---

### **Hernieuwing van het concessiecontract van de frituur gelegen op het Sint-Joostplein; Goedkeuring van de voorwaarden- uitstel van 16/06/2026**

De Raad,

Gelet op de artikelen 123 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet; Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van bestuurshandelingen en haar latere wijzigingen; Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en haar latere wijzigingen; Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten; Gelet op het koninklijk besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de uitvoeringsregels van concessieovereenkomsten; Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke

Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de concessieovereenkomst van 8 december 2020 gesloten tussen de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en Mevrouw Zoila PALMA ALTAMIRANO betreffende de uitbating van de frituur op het Sint-Joostplein, met een duur van vijf jaar, die afloopt op 7 december 2025 ;

Overwegende dat genoemde concessie van rechtswege eindigt na afloop van de vijf jaar (op de hierboven vermelde datum), zonder enige verlenging of stilzwijgende hernieuwing ;

Overwegende dat het, in het belang van de gemeentelijke financiën, noodzakelijk is de gemeenteraad een nieuwe oproepprocedure voor kandidaten voor te stellen met het oog op de aanduiding van de concessiehouder die de frituur zal uitbaten op voormeld gemeentelijk openbaar domein ;

Overwegende dat, in overeenstemming met de wetgeving betreffende domeinconcessies, een nieuwe oproep tot kandidaten noodzakelijk is voor de toekenning van het recht om een frituur uit te baten op dit openbaar gemeentelijk domein, om de beginselen van mededinging, transparantie en gelijkheid te respecteren ;

Overwegende dat de concessie reeds eerder werd uitgeschreven en toegewezen, maar dat de gunningsbeslissing moest worden ingetrokken naar aanleiding van het afhaken van de aangewezen concessiehouder wegens gezondheidsredenen ;

Gelet op het voorstel van het bijgevoegd bestek waarin de voorwaarden voor toekenning en exploitatie van de frituurconcessie worden gespecificeerd, waarbij een bekendmaking ter zoek naar kandidaten zal worden uitgevoerd op basis daarvan ;

Overwegende dat het concessiebericht zal worden gepubliceerd op de website van de Gemeente, en zal worden aangebracht op verschillende borden en publieke plaatsen, evenals in de gemeentelijke bekendmakingsborden bevestigd aan de muren van de Gemeente (in de gangen die door het publiek worden gebruikt) ;

Overwegende dat de concessiebericht zal worden uitgehangen op de vitrines van de handelszaken die het initiatief aanvaarden, evenals op de frituur (in groot formaat, cf. publiciteit Stedenbouw) ;

Overwegende dat, overeenkomstig de wetgeving toepasselijk op domeinconcessies toegekend door gemeenten, de publicatie in het Belgisch Staatsblad niet verplicht is voor concessies van beperkte economische betekenis op openbaar gemeentelijk domein, zoals de uitbating van een frituur ;

Overwegende dat lokale bekendmaking via de gemeentelijke website, de borden en de gemeentelijke bekendmakingsborden een adequate informatievoorziening aan potentiële kandidaten garandeert en de beginselen van transparantie, mededinging en gelijkheid respecteert ;

Overwegende dat deze vorm van bekendmaking aangepast is aan de aard en omvang van de betrokken concessie en een efficiënte procedure mogelijk maakt die toegankelijk is voor alle geïnteresseerde kandidaten ;

Besluit:

- Het bijgevoegde bestek goed te keuren waarin de voorwaarden voor toekenning en exploitatie van de frituurconcessie op het openbaar gemeentelijk domein gelegen op het Sint-Joostplein naast de krantenkiosk worden gespecificeerd. Een bekendmaking ter zoek naar kandidaten zal worden uitgevoerd op basis van dit bestek ;
- Het bijgevoegde typeconcessiecontract goed te keuren waarnaar het bestek verwijst ;
- De lancering van een oproep tot kandidaten goed te keuren met het oog op de aanduiding van de concessiehouder die de frituur op dit openbaar gemeentelijk domein zal uitbaten onder de voorwaarden voorzien in het bestek.

*6 annexes / 6 bijlagen*

30.06.2026/A/0007 **Comptes 2025 : approbation des comptes**

Le Conseil communal,

Vu les articles 238, 239, 240, 242 et 244 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 16, 44 et 72 à 79 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu la circulaire de février 2026 de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la clôture des comptes annuels de l'exercice 2025 ;

Considérant que le bilan l'exercice 2025 se présente comme suit :

ACTIFS IMMOBILISÉS		283.311.778,72	FONDS PROPRES	
I.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	,00	I'	CAPITAL
II.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	264.856.155,23	II'	RESULTATS CAPITALISES
	<b>Patrimoine immobilier</b>	174.259.550,64		
A.	Terres et terrains non bâtis	13.411.139,07		
B.	Constructions et leurs terrains	140.886.286,38		
C.	Voiries	19.962.125,19		
D.	Ouvrages d'art	,00		
E.	Cours et plans d'eau	,00		
	<b>Patrimoine mobilier</b>	9.426.221,92		
F.	Mobilier, matériel, équipements et signalisation routière	3.104.457,58		
G.	Patrimoine artistique et mobilier divers	6.321.764,34		
	<b>Autres immobilisations corporelles</b>	81.170.382,67		
H.	Immobilisations en cours d'exécution	81.170.382,67		
I.	Droits réels d'emphytéoses et superficies	,00		
J.	Immobilisations en location - financement	,00		
III.	SUBSIDES D'INVESTISSEMENT ACCORDES	3.543.448,79	III'	RESULTATS REPORTEES
A.	Aux entreprises privées	633.704,54	A'	Des résultats antérieurs
B.	Aux ménages, ASBL et autres organismes	45.856,54	B'	De l'exercice précédent
C.	A l'Autorité supérieure	,00	C'	De l'exercice
D.	Aux autres pouvoirs publics	2.863.887,71		
IV.	PROMESSES DE SUBSIDES ET PRETS ACCORDES	9.147.951,52	IV'	RESERVES
A.	Promesses de subsides à recevoir	9.163.962,87	A'	Fonds de réserve ordinaire
B.	Prêts accordés	-16.011,35	B'	Fonds de réserve extraordinaire
V.	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5.764.223,18	V'	SUBSIDES D'INVESTISSEMENT LEGS OBTENUS
A.	Participations et titres à revenus fixes	5.764.223,18	A'	Des entreprises privées
B.	Cautionnements versés à plus d'un an	,00	B'	Des ménages, des ASBL et autres organismes
			C'	De l'autorité supérieure
			D'	Des autres pouvoirs publics
			VI'	PROVISIONS POUR RISQUES
ACTIFS CIRCULANTS		83.825.294,79	DETTES	
VI.	STOCKS	,00		
VII.	CREANCES A UN AN AU PLUS	61.893.692,49	VII'	DETTES A PLUS D'UN AN
A.	Débiteurs	27.001.234,87	A'	Emprunts à charge de la Commune
B.	Autres créances	34.858.996,35	B'	Emprunts à charge de l'autorité supérieure
1	Tva & taxes additionnelles	20.439.851,71	C'	Emprunts à charge des tiers
2	Subsides ,dons, legs, et emprunts	12.844.068,63	D'	Dettes de location-financement
3	Intérêts, dividendes et ristournes	1.558.614,83	E'	Emprunts publics
4	Créances diverses	16.461,18	F'	Dettes diverses à plus d'un an
C.	Récupération des remboursements d'emprunts	33.461,27	G'	Garanties reçues à plus d'un an
D.	Récupération des prêts	,00		
VIII.	OPERATION POUR COMPTE DE TIERS	,00	VIII'	DETTES A UN AN AU PLUS
			A'	Dettes financières
			1	Remboursements des emprunts
			2	Charges financières des emprunts
			3	Dettes sur comptes courants
			B'	Dettes commerciales
			C'	Dettes fiscales, salariales et sociales
			D'	Dettes diverses
IX.	COMPTES FINANCIERS	19.495.982,07	IX'	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS
A.	Placements de trésorerie à un an au plus	,94		
B.	Valeurs disponibles	22.392.905,75		
C.	Paiements en cours	-2.896.924,62		
X.	COMPTES DE REGULARISATION ET D'ATTENTE	2.435.620,23	X'	COMPTES DE REGULARISATION ET D'ATTENTE
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>367.137.073,51</b>	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	

Considérant que le compte budgétaire de l'exercice 2025 se présente comme suit :

Service ordinaire – Tableau récapitulatif						
Fonction	Libellé	Recettes				
		Prestations	Transferts	Dettes	Total	Prélèvements
009	Recettes & dépenses non ventilables	316.065,97	5.286.974,79	313.942,90	5.916.983,66	0
019	Dettes publiques	0	0	0	0	0
029	Financement général	0	17.009.170,64	0	17.009.170,64	0
049	Impôts et Taxes	0	55.725.474,49	0	55.725.474,49	0
059	Assurances	7.140,55	258.653,21	0	265.793,76	0
119	Recettes et dépenses générales	3.165,54	640.629,74	0	643.795,28	0
129	Administration des Finances et des Domaines	307.655,72	0	0	307.655,72	0
139	Services généraux	135.910,73	50.100,19	0	186.010,92	0
149	Calamités	0	0	0	0	0
159	Relations avec l'étranger	1.303,58	0	0	1.303,58	0
339	Ordre public et sécurité	60.610,78	3.083.383,24	0	3.143.994,02	0
429	Communications - Voiries	4.093.102,46	221.614,66	0	4.314.717,12	0
569	Industrie, commerce et classes moyennes	941.960,40	15.769,24	1.532.195,33	2.489.925,17	0
709	Recettes et dépenses générales d'enseignement	2.152,57	334.229,04	0	336.381,61	0
729	Enseignement fondamental	471,50	7.445.863,41	0	7.446.334,91	0
739	Enseignement secondaire	0	3.941.884,90	0	3.941.884,90	0
749	Enseignement scientifique	0	0	0	0	0
759	Enseignement spécial	0	0	0	0	0
769	Jeunesse, éducation populaire, sports et loisirs	245.702,70	1.170.805,96	52,17	1.416.560,83	0
789	Beaux-Arts, archéologie & protect. de la nature + Radio-T.V.	12.383,60	30.526,00	9.968,00	52.877,60	0
799	Cultes	0	0	0	0	0
839	Sécurité sociale et assistance sociale	0	1.247.980,66	0	1.247.980,66	0
859	Aide sociale et familiale et emploi	435.112,36	3.120.461,76	0	3.555.574,12	0
879	Santé publique et hygiène publique	87.846,65	725.696,55	0	813.543,20	0
939	Logements et Aménagements du territoire	2.970.223,90	504.905,83	424,56	3.475.554,29	0
999	Totaux de l'exercice	9.620.809,01	100.814.124,31	1.856.583,16	112.291.516,48	
Totaux hors prélèvements fonctionnels					112.291.516,48	
Résultat hors prélèvements fonctionnels						

Service ordinaire – Tableau récapitulatif						
Fonction	Libellé	Recettes				
		Prestations	Transferts	Dettes	Total	Prélèvements
Totaux des prélèvements fonctionnels						
Résultat des prélèvements fonctionnels						
Totaux de l'exercice					112.291.516,48	
Résultat de l'exercice						
Totaux des exercices antérieurs						
Résultat des exercices antérieurs						
Totaux des prélèvements généraux						
Résultat des prélèvements généraux						
Totaux généraux					112.291.516,48	
Résultat général						

Considérant que le compte de résultat de l'exercice 2025 se présente comme suit :

CHARGES			PROD	
I.	CHARGES COURANTES		Γ.	PRODUITS COURANTS
A.	Achat de matières	2.099.229,27	A'.	Produits de la fiscalité
B.	Services et biens d'exploitation	6.720.885,86	B'.	Produits d'exploitation
C.	Frais de personnel	58.983.895,54	C'.	Subside d'exploitation reçus de charges de personnel
D.	Subsides d'exploitation accordés	36.305.581,09	D'.	Récupération des remboursements emprunts
E.	Remboursement des emprunts	9.441.526,99	E'.	Produits financiers
F.	Charges financières	3.637.229,63	a'	Récupération des charges finan emprunts et prêts accordés
a	Charges financières des emprunts	2.566.334,96	b'	Produits financiers divers
b	Charges financières diverses	1.070.122,23		
c	Frais de gestion financière	772,44		
II.	SOUS TOTAL (CHARGES COURANTES)	117.188.348,38	II'.	SOUS TOTAL (PRODUITS COURANTS)
III.	BONI COURANT (II' - II)		III'.	MALI COURANT (II - II')
IV.	CHARGES RESULTANT DE LA VARIATION NORMALE DE BILAN, REDRESSEMENT ET PROVISION		IV'.	PRODUITS RESULTANT DE LA NORMALE DE BILAN, REDRESSEMENT TRAVAUX INTERNES
A.	Dotation aux amortissements	6.512.963,21	A'.	Plus-values annuelles
B.	Réductions annuelles de valeur	,00	B'.	Variation des stocks
C.	Réduction et variation des stocks	,00	C'.	Redressements des comptes de remboursements d'emprunts
D.	Redressement des comptes de récupération des remboursements d'emprunts	26.209,01	D'.	Réductions des subsides d'investis des dons et legs obtenus
E.	Provisions pour risques et charges	1.683.139,64	E'.	Travaux internes passés à l'inventaire
F.	Dotations aux amortissements des subsides d'investissement accordés	413.927,54		
V.	SOUS TOTAL (CHARGES NON DECAISSEES)	8.636.239,40	V'.	SOUS TOTAL (PRODUITS NON DECAISSEES)
VI.	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II + V)	125.824.587,78	VI'.	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (II' + V')
VII.	BONI D'EXPLOITATION (VI' - VI)		VII'.	MALI D'EXPLOITATION (VI - VI')
VIII.	CHARGES EXCEPTIONNELLES		VIII'.	PRODUITS EXCEPTIONNELS
A.	Service ordinaire	5.215.864,65	A'.	Service ordinaire
B.	Service extraordinaire	63.496,47	B'.	Service extraordinaire
C.	Charges exceptionnelles non budgétées	67.406,59	C'.	Produits exceptionnels non budgétés
	Sous total (charges exceptionnelles)	5.346.767,71		Sous total (Produits exceptionnels)
IX.	DOTATIONS AUX RESERVES		IX'.	PRELEVEMENTS SUR LES RESERVES
A.	Du service ordinaire	,00	A'.	Du service ordinaire
B.	Du service extraordinaire	,00	B'.	Du service extraordinaire
	Sous - total des dotations aux réserves	,00		Sous - total des prélèvements
X.	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES ET DES DOTATIONS AUX RESERVES (VIII + IX)	5.346.767,71	X'.	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS DES PRELEVEMENTS SUR LES RESERVES (VIII' + IX')
XI.	BONI EXCEPTIONNEL (X' - X)		XI'.	MALI EXCEPTIONNEL (X - X')
XII.	TOTAL DES CHARGES (VI + X)	131.171.355,49	XII'.	TOTAL DES PRODUITS (VI' + X')
XIII.	BONI DE L'EXERCICE (XII' - XII)		XIII'.	MALI DE L'EXERCICE (XII - XII')
XIV.	AFFECTATION DES BONIS (XIII)		XIV'.	AFFECTATION DES MALIS (XIII - XIII')
A.	Boni d'exploitation à reporter	,00	A'.	Mali d'exploitation à reporter
B.	Boni exceptionnel à reporter	,00	B'.	Mali exceptionnel à reporter
	Sous total (affectation des résultats)	,00		Sous total (affectation des résultats)
XV.	CONTROLE DE BALANCE (XII + XIV = XV')	131.171.355,49	XV'.	CONTROLE DE BALANCE (XII' + XIV' = XV)

Considérant, qu'après vérification, il a été constaté que tous les actes relevant de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins ont été correctement portés aux comptes ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide:

D'arrêter et d'approuver les comptes communaux de l'exercice 2025.

**Rekeningen 2025: goedkeuring van de herziene rekeningen.**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikelen 238, 239, 240, 242 en 244 van de nieuwe gemeentewet ;  
Gelet op artikelen 16, 44 en 72 tot 79 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit ;  
Gelet op de omzendbrief van februari 2026 van Mijnheer de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de afsluiting van de jaarrekening voor het dienstjaar 2025 ;  
Overwegende dat de balans voor het dienstjaar 2025 er als volgt uitziet :

ACTIEF ONROER. GOEDEREN		283.311.778,72	EIGEN FONDS	
I.	ONLICHAMELIJKE ONROER.	,00	I.	KAPITAAL
II.	LICHAMELIJKE ONROER.	264.856.155,23	II'	GEKAPITALISEERDE RESULTATEN
	<u>Onroer. patrimonium</u>	174.259.550,64		
A.	Onbebouwde terreinen	13.411.139,07		
B.	Gebouwen en hun terreinen	140.886.286,38		
C.	Wegen	19.962.125,19		
D.	Kunstwerken	,00		
E.	Waterlopen en waterbekkens	,00		
	<u>Meubil. patrimonium</u>	9.426.221,92		
F.	Meubilair, materiaal, uitrusting en verkeerstekens	3.104.457,58		
G.	Kunst patrimonium en diverse meubilair	6.321.764,34		
	<u>Andere lichamelijke onroer.</u>	81.170.382,67		
H.	Onroer. in uitvoering	81.170.382,67		
I.	Werkelijke rechten van erfpacht en oppervlakte	,00		
J.	Onroer in leasing	,00		
III.	TOEGESTANE INVESTERINGSSUBSIDIES	3.543.448,79	III'	OVERGEDRAGEN RESULTATEN
A.	Aan prive ondernemingen	633.704,54	A'	Van vorige dienstjaren
B.	Aan gezinnen, VZWS en andere organismen	45.856,54	B'	Van voorgaande dienstjaar
C.	Aan de hogere overheden	,00	C'	Van dienstjaar
D.	Aan de andere overheidsinstellingen	2.863.887,71		
IV.	BELOFTE VAN SUBSIDIES EN TOEGESTANE LENINGEN	9.147.951,52	IV'	RESERVES
A.	Te ontvangen beloofde van subsidies	9.163.962,87	A'	Gewoon reserve fonds
B.	Toegestane leningen	-16.011,35	B'	Buitengewoon reserve fonds
V.	FINANCIELE ONROER.	5.764.223,18	V'	VERKREGEN INVESTERINGS GIFTEN EN LEGATEN
A.	Deelnemingen en aandeel met vaste rente	5.764.223,18	A'	Van privé ondernemingen
B.	Betaalde waarborgen tot meer dan 1 jaar	,00	B'	Van gezinnen, VZWS en andere
			C'	Van de hogere overheden
			D'	Van andere overheidsinstellingen
			VI'	VOORZIENINGEN VOOR RISICO KOSTEN
<b>DOORLOPENDE ACTIVA</b>		<b>83.825.294,79</b>	<b>SCHULDEN</b>	
VI.	VOORRADEN	,00		
VII.	VORDERINGEN OP TEN HOOGSTE EEN JAAR	61.893.692,49	VII'	SCHULDEN OP MEER DAN EEN JAAR
A.	Debiteuren	27.001.234,87	A'	Leningen ten laste van de gemeente
B.	Andere vorderingen	34.858.996,35	B'	Leningen ten laste van de hogere overheden
1	BTW en aanvullende belastingen	20.439.851,71	C'	Leningen ten laste van derden
2	Subsidies, schenkingen, leg. en leningen	12.844.068,63	D'	Schulden van leasing
3	Interesten, dividenden en kortingen	1.558.614,83	E'	Openbare leningen
4	Diverse vorderingen	16.461,18	F'	Diverse schulden op meer dan één jaar
C.	Terugvordering van aflossingen van leningen	33.461,27	G'	Gekregen waarborgen op meer dan één jaar
D.	Terugvordering van leningen	,00		
VIII.	VOORRICHTINGEN VOOR DERDEN	,00	VIII'	SCHULDEN OP TEN HOOGSTE EEN JAAR
			A'	Financiële schulden
			1	Aflossingen van de leningen
			2	Financiële kosten van de leningen
			3	Schulden op rekening – courante
			B'	Commerciële schulden
			C'	Fiscale, sociale en loonschulden
			D'	Diverse schulden
IX.	FINANCIELE REKENINGEN	19.495.982,07	IX'	VERRICHTINGEN VOOR REKENINGEN VOOR DERDEN
A.	Geldbeleggingen op ten hoogste één jaar	,94		
B.	Beschikbare waarden	22.392.905,75		
C.	Betalingen in uitvoering	-2.896.924,62		
X.	OVERLOPENDE EN WACHTREKENINGEN	2.435.620,23	X'	OVERLOPENDE EN WACHTREKENINGEN
<b>TOTAAL ACTIEF</b>		<b>367.137.073,51</b>	<b>TOTAAL PASSIEF</b>	

Overwegende dat de begrotingsrekening voor het dienstjaar 2025 er als volgt uitziet :

Gewone dienst - Samenvattingstabel						
Functie	Omschrijving	Ontvangsten				
		Prestaties	Overdrachten	Schuld	Totaal	Overboekingen
009	Niet-verdeelbare ontvangsten en uitgaven	316.065,97	5.286.974,79	313.942,90	5.916.983,66	0
019	Openbare schuld	0	0	0	0	0
029	Algemeen financiering	0	17.009.170,64	0	17.009.170,64	0
049	Belastingen en Taksen	0	55.725.474,49	0	55.725.474,49	0
059	Verzekeringen	7.140,55	258.653,21	0	265.793,76	0
119	Algemene ontvangsten en uitgaven	3.165,54	640.629,74	0	643.795,28	0
129	Financieel bestuur en domeinen	307.655,72	0	0	307.655,72	0
139	Algemene diensten	135.910,73	50.100,19	0	186.010,92	0
149	Rampen	0	0	0	0	0
159	Buitenlandse betrekkingen	1.303,58	0	0	1.303,58	0
339	Openbare orde en veiligheid	60.610,78	3.083.383,24	0	3.143.994,02	0
429	Verkeer en waterstaat	4.093.102,46	221.614,66	0	4.314.717,12	0
569	Handel, nijverheid en middenstand	941.960,40	15.769,24	1.532.195,53	2.489.925,17	0
709	Algemene ontvangsten en uitgaven voor het onderwijs	2.152,57	334.229,04	0	336.381,61	0
729	Basis onderwijs	471,50	7.445.863,41	0	7.446.334,91	0
739	Secundair onderwijs	0	3.941.884,90	0	3.941.884,90	0
749	Wetenschappelijk onderwijs	0	0	0	0	0
759	Buitengewoon onderwijs	0	0	0	0	0
769	Jeugdzorg, volksopleiding, sport en recreatie	245.702,70	1.170.805,96	52,17	1.416.560,83	0
789	Kunsten, oudheidskunds, natuurbescherming + Radio-televisie	12.383,60	30.526,00	9.968,00	52.877,60	0
799	Erediensten	0	0	0	0	0
839	Sociale zekerheid en sociale bijstand	0	1.247.980,66	0	1.247.980,66	0
859	Sociale hulp en gezinsvoorzieningen en werkgelegenheid	435.112,36	3.120.461,76	0	3.555.574,12	0
879	Volksgezondheid en openbare hygiëne	87.846,65	725.696,55	0	813.543,20	0
939	Huisvesting en ruimtelijke ordening	2.970.223,90	504.905,83	424,56	3.475.554,29	0
999	Totaal van het dienstjaar	9.620.809,01	100.814.124,31	1.856.583,16	112.291.516,48	
Totaal uitgezonderd functionele overboekingen					112.291.516,48	

Gewone dienst - Samenvattingstabel						
Functie	Omschrijving	Ontvangsten				
		Prestaties	Overdrachten	Schuld	Totaal	Overboekingen
Resultaat uitgezonderd functionele overboekingen						
Totaal functionele overboekingen						
Resultaat functionele overboekingen						
Totaal dienstjaar					112.291.516,48	
Resultaat dienstjaar						
Totaal vorige dienstjare						
Resultaat vorige dienstjare						
Totaal algemene overboekingen						
Resultaat algemene overboekingen						
Algemeen totaal					112.291.516,48	
Algemeen resultaat						

Overwegende dat de resultatenrekening voor het dienstjaar 2025 er als volgt uitziet :

KOSTEN			OPBRENGSTEN	
I.	<b>COURANTE KOSTEN</b>		I'.	<b>COURANTE OPBRENGSTEN</b>
A.	Aankoop goederen	2.099.229,27	A'.	Opbrengsten van fiscaliteit
B.	Diensten en uitbatinggoederen	6.720.885,86	B'.	Exploitatieopbrengsten
C.	Personeelskosten	58.983.895,54	C'.	Verkreten werkingssubsidies terugvorderingen van personeel
D.	Toegestane werkingssubsidies en hulp	36.305.581,09	D'.	Terugvorderingen van aflossingen
E.	Aflossing van leningen	9.441.526,99	E'.	Financiële opbrengsten
F.	Financiële kosten	3.637.229,63	a'	Terugvorderingen van fin van leningen en interesten op t leningen
a	Financiële kosten van leningen	2.566.334,96	b'	Diverse financiële opbrengsten
b	Diverse financiële kosten	1.070.122,23		
c	Financiële beheerkosten	772,44		
	<b>SUBTOTAAL (COURANTE KOSTEN)</b>	<b>117.188.348,38</b>	II'.	<b>SUBTOTAAL (COURANTE OPBRENGSTEN)</b>
II.	<b>BATIG COURANT RESULTAAT (II' - II)</b>		III'.	<b>NADELIG COURANT RESULTAAT (III' - III)</b>
III.	<b>BATIG COURANT RESULTAAT (II' - II)</b>		IV'.	<b>OPBRENGSTEN VOORTVLOEIEND UIT DE NORMALE SCHOMMELINGEN VAN DE BALANSWAARDEN, RECHTZETTINGEN EN VOORZIENINGEN</b>
IV.	<b>KOSTEN VOORTVLOEIEND UIT DE NORMALE SCHOMMELINGEN VAN DE BALANSWAARDEN, RECHTZETTINGEN EN VOORZIENINGEN</b>		A'.	Jaarlijkse meerwaarden
A.	Toevoegingen aan afschrijvingen	6.512.963,21	B'.	Voorraadwijziging
B.	Jaarlijkse waardeverminderingen	,00	C'.	Rechtzetting van de rekening aflossingen van leningen
C.	Voorraadsverminderingen en -veranderingen	,00	D'.	Verrekening van ontvangen investeringsubsidies, giften en andere
D.	Rechtzetting van de rekeningen inzake de terugvordering van aflossingen van leningen	26.209,01	E'.	Interne werken aan onvoeren
E.	Voorzieningen voor risico's en kosten	1.683.139,64		
F.	Verrekening toegestane investeringstoelagen	413.927,54		
V.	<b>SUBTOTAAL (NIET UITBETAALDE KOSTEN)</b>	<b>8.636.239,40</b>	V'.	<b>SUBTOTAAL (NIET KASOPBRENGSTEN)</b>
VI.	<b>TOTAAL VAN DE EXPLOITATIE KOSTEN (II + V)</b>	<b>125.824.587,78</b>	VI'.	<b>TOTAAL VAN DE EXPLOITATIE OPBRENGSTEN</b>
VII.	<b>BATIG EXPLOITATIE RESULTAAT (VI' - VI)</b>		VII'.	<b>NADELIG EXPLOITATIE RESULTAAT (VII' - VII)</b>
VIII.	<b>UITZONDERLIJKE KOSTEN</b>		VIII'.	<b>UITZONDERLIJKE OPBRENGSTEN</b>
A.	Gewone dienst	5.215.864,65	A'.	Van gewone dienst
B.	Buitengewone dienst	63.496,47	B'.	Van buitengewone dienst
C.	Niet begrote uitzonderlijke kosten	67.406,59	C'.	Niet begrote uitzonderlijke opbrengsten
	Subtotaal (uitzonderlijke opbrengsten)	5.346.767,71	IX'.	<b>AFNAME VAN DE RESERVES</b>
IX.	<b>TOEVOEGING AAN DE RESERVES</b>		A'.	Van gewone dienst
A.	Van gewone dienst	,00	B'.	Van buitengewone dienst
B.	Van buitengewone dienst	,00		Subtotaal (afname van de reserves)
	Subtotaal van de toevoeging aan de reserves	,00	X'.	<b>TOTAAL UITZONDERLIJKE KOSTEN EN AFNAME VAN DE RESERVES (X' - IX')</b>
X.	<b>TOTAAL UITZONDERLIJKE KOSTEN EN TOEVOEGING AAN DE RESERVES (VIII + IX)</b>	<b>5.346.767,71</b>	XI'.	<b>NADELIG UITZONDERLIJKE RESULTAAT (X' - XI')</b>
XI.	<b>BATIG UITZONDERLIJKE RESULTAAT (X' - X)</b>		XII'.	<b>TOTAAL VAN DE OPBRENGSTEN</b>
XII.	<b>TOTAAL VAN DE KOSTEN (VI + X)</b>	<b>131.171.355,49</b>	XIII'.	<b>NADELIG RESULTAAT VAN HET DIENSTJAAR (XII - XIII')</b>
XIII.	<b>BATIG RESULTAAT (XII' - XII)</b>		XIV'.	<b>BESTEMMING VAN HET NADIELIG RESULTAAT (XIII')</b>
XIV.	<b>BESTEMMING VAN HET NADIELIG RESULTAAT (XIII')</b>		A'.	Over te dragen nadelig exploitatieresultaat
A.	Over te dragen batig exploitatieresultaat	,00	B'.	Over te dragen nadelig uitzonderlijk resultaat
B.	Over te dragen batig uitzonderlijk resultaat	,00		Subtotaal (bestemming van het resultaat)
	Subtotaal (bestemming van het resultaat)	,00	XV'.	<b>EVENWICHTSCONTROLE (XII + XIV = XV')</b>
XV.	<b>EVENWICHTSCONTROLE (XII + XIV = XV')</b>	<b>131.171.355,49</b>		

Overwegende dat na verificatie werd vastgesteld dat alle handelingen die tot de bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen behoren, correct werden geboekt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

De gemeentelijke rekeningen voor het dienstjaar 2025 vast te stellen en goed te keuren.

*17 annexes / 17 bijlagen*

*15 - Comptes 2025 - Liste par service et par articles des non-valeurs et irrécouvrables.pdf, 11. compte 2025- Rapport d'analyse budgétaire NL.pdf, 16 - Comptes 2025 - Droits et engagements hors bilan Droits et engagements hors bilan.pdf, 7 - Comptes 2025 - Balance des comptes généraux.pdf, 14 - Comptes 2025 - Liste des droits à recouvrer.pdf, 1 - Comptes 2025 - Compte budgétaire - Présentation fonctionnelle ordinaire.pdf, 3 - Comptes 2025 - Compte budgétaire - Présentation par article extraordinaire.pdf, 17 - Comptes 2025 - Statistiques (pop....).pdf, 6 - Comptes 2025 - Compte de résultats.pdf, 8 - Comptes 2025 - Balance des comptes particuliers.pdf, 9 - Comptes 2025 - Détail des comptes de régularisation et d'attente.pdf, 13 - Comptes 2025 - T3 (Liste des crédits budgétaires et engagements à reporter).pdf, 2 - Comptes 2025 - Compte budgétaire - Présentation économique ordinaire.pdf, Comptes 2025 - Documents - Lien swisstransfert.pdf, 4 - Comptes 2025 - Compte budgétaire - Tableaux récapitulatifs & de synthèse.pdf, 10 - Comptes 2025 - Rapport d'analyse budgétaire et comptable.pdf, 5 - Comptes 2025 - Bilan.pdf*

---

30.06.2026/A/0008 **PSE ; Promotion de la Santé à l'École ; Renouvellement d'agrément 2024-2030 ; Dossier d'agrément du SPSE de Saint-Josse-ten-Noode- report du 16/06/2026**

Le Conseil,

Vu le décret du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités ;  
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022 fixant la procédure et les conditions d'agrément ainsi que les modalités de subventionnement des services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant le renouvellement d'agrément des services de promotion de la santé pour les années 2024-2030 ;

Considérant que la Commune de Saint-Josse-ten-Noode (ci-après la Commune) ne réunissait pas en 2024, les conditions d'agrément requises notamment du fait de sa localisation estimée non conforme par l'ONE ;

Que en vue de cette mise en conformité, la Commune a entrepris des travaux de réaménagement de locaux existants sis rue Royale 284 (à l'antenne « Royale » de l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode), attribués officiellement, depuis le 18 mai 2026 au SPSE de Saint-Josse (entrée, rue Saint-François 67);

Considérant les pièces constitutives du dossier d'agrément du Service PSE de Saint-Josse-ten-Noode (ci-après SPSE St-Josse) à introduire auprès de l'ONE et comportant :

- La localisation du SPSE de Saint-Josse en ce compris sa fiche signalétique d'identification et les plans des locaux pour l'antenne désignée avec identification des locaux et leurs dimensions, accompagnés des rapports SRI et SIPP.
- Les conventions avec les écoles de tutelle en ce compris la liste des écoles sous tutelle.
- Les données du personnel : la composition de l'équipe PSE et les diplômes/formations obtenus/suivies (+ l'encodage de ces données via la plateforme « Mon équipe » du site pro.one.be).
- Le projet de service contenant la description du SPSE et de la population de

tutelle, les priorités, les objectifs, le plan d'action, les modalités d'évaluation en ce compris un document d'information à destination des usagers (élèves, étudiants et parents, etc).

- Considérant que le dossier, une fois, complet, est à envoyer par lettre recommandée à l'Office de la Naissance et de l'Enfance dit ONE ;

Décide :

De l'approbation du dossier d'agrément du SPSE de Saint-Josse-ten-Noode et de ses annexes.

De procéder, par la suite, à son envoi par lettre recommandée à l'Office de la Naissance et de l'Enfance dit ONE, à la Direction de la Promotion de la santé à l'école sis Chaussée de Charleroi 95 à B-1060 Bruxelles ce en vue de son agrément.

*7 annexes / 7 bijlagen*

*Annexe II Modèle C.pdf, Suivi visite et rapport SRI.pdf, Annexe III Liste des établissements.pdf, Composition équipe SPSE 5402 SJTN.pdf, Annexe 2 - plan d'aménagement du PSE-ONE.pdf, Fiche signalétique SPSE 5402 SJTN.pdf, PDS 24-30\_ PSE Saint-Josse pour Agrément.pdf*

---

30.06.2026/A/0009 **Motion relative à la vente de répliques d'armes sur les marchés communaux déposée par le groupe Ecolo/Groen.**

Le conseil communal,

- Considérant que les marchés communaux sont des lieux publics de rassemblement, fréquentés notamment par des familles et des mineurs ;
- Considérant que l'exposition et la manipulation, dans l'espace public, d'objets reproduisant l'apparence d'armes à feu peuvent créer une confusion avec des armes réelles, susciter des inquiétudes auprès du public ou compliquer l'intervention des services de police ;
- Considérant que la présence de tels objets sur les marchés communaux est de nature à banaliser l'image des armes à feu auprès des enfants et adolescents qui fréquentent ces lieux ;
- Considérant qu'il appartient à la commune d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité sur les marchés communaux ;
- Considérant que la mesure est limitée aux marchés communaux et ne constitue pas une interdiction générale de vente sur l'ensemble du territoire communal ;
- Considérant qu'elle constitue à ce titre une restriction proportionnée à l'objectif de sécurité et de tranquillité publiques poursuivi, sans affecter la commercialisation licite de ces produits dans d'autres contextes ;
- Considérant que la présente interdiction s'applique sans préjudice des législations fédérales, régionales ou européennes applicables en matière d'armes et de sécurité des produits, dont le respect demeure de la responsabilité des opérateurs concernés

Décide :

De modifier le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public de la manière suivante :

**Article 24 - Catégories de produits**

§1. Les spécialisations pouvant être vendues sur le Marché de la Place Saint-Josse sont réparties au sein des catégories suivantes:

1. Produits de bouche salés ou sucrés ou “Spécialités du monde” à consommation immédiate;
2. Produits alimentaires:
  - crèmerie, fromagerie et dérivés;
  - boucherie, charcuterie, salaison, volaille crue et dérivés;
  - poissonnerie et dérivés;
  - volailles rôties et dérivés;
  - épices, condiments, olives, fruits secs;
  - boulangerie & pâtisserie :
  - confiserie et biscuits;
  - produits alimentaires "biologiques et/ou labellisés";
  - alimentation spécialisée (italiennes, turques,..) et autres produits alimentaires non repris dans les catégories qui précèdent;
  - fruits et légumes;
3. Plantes et fleurs;
4. Vêtements prêt-à-porter pour hommes, femmes et enfants et notamment
  - Lingerie (sous-vêtements pour hommes, femmes et enfants, ainsi que chaussettes, vêtements de nuit et de sorties de bain, maillots de bains, collants, etc.) ;
  - Accessoires de mode (chaussures, sacs, ceintures, portefeuilles, bijoux, montres, foulards, gants, couvre-chefs, parapluies, lunettes solaires et articles apparentés);
5. Accessoires et nourriture pour animaux;
6. Linge de maison (nappes cirées et en tissus, draps de lits, essuies, etc.);
7. Parfums, produits cosmétiques et de soins corporels;
8. Articles ménagers et électroménagers, outillage, accessoires électriques, électroniques et informatiques, GSM;
9. Loisirs (jeux, jouets -à l'exception des reproductions d'armes à feu-, livres, articles de librairie et de papeterie, articles d'écriture, cartouches d'encre, CD's, Dvd's, et articles apparentés.). Les catégories énumérées au présent article s'entendent sans préjudice des produits interdits à l'article 32 §2 ;
10. Articles de décoration de la maison ;
11. Articles de sport;
12. Articles de merchandising, produits dérivés;
13. Démonstration ;
14. Boissons consommables sur place

Au sein d'un même emplacement, il est interdit de vendre des produits relevant de catégories différentes. Les entreprises fixes qui vendent des produits de bouche sont toutefois également autorisés à vendre des produits de la catégorie 14.

A titre transitoire, les entreprises qui ont été dûment autorisées à vendre des produits relevant de catégories différentes continueront à bénéficier personnellement de cette autorisation. En cas de cessation de l'emplacement, le cessionnaire ne bénéficiera donc pas de cette mesure transitoire et devra choisir une seule catégorie.

§2. Les spécialisations pouvant être vendues sur le Marché du Nord sont réparties au sein des catégories suivantes:

1. Produits de bouche salés ou sucrés ou “Spécialités du monde” à

consommation immédiate;

2. Produits alimentaires:

- crèmerie, fromagerie et dérivés;
- boucherie, charcuterie, salaison, volaille crue et dérivés;
- poissonnerie et dérivés;
- volailles rôties et dérivés;
- épices, condiments, olives, fruits secs;
- boulangerie & pâtisserie ;
- confiserie et biscuits;
- produits alimentaires "biologiques et/ou labellisés";
- alimentation spécialisée (italiennes, turques,.) et autres produits alimentaires non repris dans les catégories qui précèdent;
- fruits et légumes;

3. Plantes et fleurs;

4. Vêtements prêt-à-porter pour hommes, femmes et enfants et notamment

- Lingerie (sous-vêtements pour hommes, femmes et enfants, ainsi que chaussettes, vêtements de nuit et de sorties de bain, maillots de bains, collants, etc.) ;

- Accessoires de mode (chaussures, sacs, ceintures, portefeuilles, bijoux, montres, foulards, gants, couvre-chefs, parapluies, lunettes solaires et articles apparentés);

5. Accessoires et nourriture pour animaux;

6. Linge de maison (nappes cirées et en tissus, draps de lits, essuies, etc.);

7. Parfums, produits cosmétiques et de soins corporels;

8. Articles ménagers et électroménagers, outillage, accessoires électriques, électroniques et informatiques, GSM;

9. Loisirs (jeux, jouets -à l'exception des reproductions d'armes à feu-, livres, articles de librairie et de papeterie, articles d'écriture, cartouches d'encre, CD's, Dvd's, et articles apparentés.). Les catégories énumérées au présent article s'entendent sans préjudice des produits interdits à l'article 32 §2 ;

10. Articles de décoration de la maison ;

11. Articles de sport;

12. Articles de merchandising, produits dérivés;

13. Démonstration ;

14. Boissons consommables sur place

### **~~Article 32 – Vente d'animaux~~**

### **Article 32 - Produits interdits**

#### §1. Vente d'animaux

Conformément à la loi du 14 août 1986 sur la protection et au bien-être des animaux, l'exposition, la livraison, la mise en vente de chiens et de chats est interdite dans le marché. La vente ambulante d'autres animaux vivants est soumise à l'agrément du Ministre qui a la protection animale dans ses attributions, conformément à l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de vente des animaux.

#### §2. Vente de reproductions d'armes à feu

Afin de préserver la sécurité, la tranquillité publique et le bon ordre, notamment en présence de mineurs, sur le territoire communal et de lutter contre la banalisation de la violence dans nos quartiers, il est interdit de

vendre, d'offrir en vente ou d'exposer en vue de la vente des objets tridimensionnels qui reproduisent l'apparence d'une arme à feu réelle ou plausible (revolver, pistolet, fusils, fusils d'assaut, mitrailleuses, ...), ou dont la forme, les dimensions, les couleurs, les marquages ou le mécanisme apparent sont susceptibles de créer, pour un observateur moyen, une confusion avec une arme à feu réelle.

Sont notamment visés, sans que cette liste soit exhaustive, les pistolets à amorces ou à pétards, les répliques de type airsoft, les imitations décoratives, les accessoires de déguisement et les lanceurs de projectiles en mousse, gel ou plastique lorsqu'ils présentent l'apparence d'une arme à feu.

Ne sont pas visés les objets manifestement fantaisistes ou non réalistes, notamment les pistolets à eau, pour autant qu'ils ne reproduisent pas l'apparence d'une arme à feu réelle ou plausible, ni les livres, imprimés, supports audiovisuels ou jeux dont seul le contenu représente des armes.

La présente interdiction s'applique sans préjudice des législations fédérales, régionales ou européennes applicables aux armes, aux répliques d'armes, à la sécurité des produits et à la protection des consommateurs.

---

### **Motie betreffende de verkoop van replica's van wapens op gemeentelijke markten ingediend door de fractie Ecolo/Groen.**

De Gemeenteraad,

- Overwegende dat gemeentelijke markten openbare ontmoetingsplaatsen zijn, die met name door gezinnen en minderjarigen worden bezocht ;
- Overwegende dat het tentoonstellen en hanteren, in de openbare ruimte, van voorwerpen die op vuurwapens lijken, verwarring kan veroorzaken met echte wapens, ongerustheid bij het publiek kan wekken of het optreden van de politiediensten kan bemoeilijken ;
- Overwegende dat de aanwezigheid van dergelijke voorwerpen op gemeentelijke markten ertoe kan leiden dat het beeld van vuurwapens bij kinderen en jongeren die deze plaatsen bezoeken, wordt gebanaliseerd ;
- Overwegende dat het de taak van de gemeente is om de openbare orde, de veiligheid en de rust op gemeentelijke markten te waarborgen ;
- Overwegende dat de maatregel beperkt is tot gemeentelijke markten en geen algemeen verkoopverbod op het gehele gemeentelijk grondgebied inhoudt ;
- Overwegende dat deze maatregel in dit opzicht een evenredige beperking vormt ten aanzien van het nagestreefde doel van openbare veiligheid en rust, zonder dat dit afbreuk doet aan de legale verkoop van deze producten in andere contexten ;
- Overwegende dat dit verbod van toepassing is onverminderd de toepasselijke federale, regionale of Europese wetgeving inzake wapens en productveiligheid, waarvan de naleving de verantwoordelijkheid blijft van de betrokken exploitanten ;

Besluit :

Het reglement betreffende ambulante activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein te wijzigen als volgt :

#### **Artikel 24 - Productcategorieën**

1. Zoute of zoete eetwaren of “wereldspecialiteiten” voor onmiddellijke consumptie ;
2. Voedingsproducten :
  - zuivel, kaas en afgeleide producten ;
  - vlees, charcuterie, gepekeld producten, rauw gevogelte en afgeleide producten ;
  - vis en afgeleide producten ;
  - gebraden gevogelte en afgeleide producten ;
  - specerijen, kruiden, olijven, gedroogde vruchten ;
  - brood en gebak ;
  - suikergoed en koekjes ;
  - voedingsproducten "Biologische en/of gelabelde" ;
  - gespecialiseerde voeding (Italiaans, Turks ...) en andere voedingsproducten die niet in de vorige categorieën zijn opgenomen ;
  - fruit en groenten ;
3. Planten en bloemen ;
4. Confectiekleding voor mannen, vrouwen en kinderen o.a
  - Lingerie (ondergoed voor mannen, vrouwen en kinderen ; kousen, nachtkleding, badjassen, badpakken, panty's enz.) ;
  - Modeaccessoires (schoenen, handtassen, riemen, portefeuilles, juwelen, horloges, sjaals, wanten, hoofddekens, paraplu's, zonnebrillen en verwante producten) ;
5. Accessoires en voeding voor dieren ;
6. Linnengoed (afwasbare en stoffen tafellakens, beddengoed, handdoeken enz.) ;
7. Parfum, cosmetica en verzorgingsproducten ;
8. Huishoudproducten en -elektro, gereedschap, elektrische, elektronische en computeraccessoires, gsm's ;
9. Vrije tijd (spelletjes, speelgoed – met uitzondering van replica's van vuurwapens –, boek- en papierhandelproducten, schrijfbenodigdheden, inktbuisjes, cd's, dvd's en verwante producten). De categorieën opgesomd in dit artikel gelden onverminderd de producten die krachtens artikel 32, §2, verboden zijn ;
10. Binnenhuisdecoratie ;
11. Sportartikelen ;
12. Merchandisingartikelen, afgeleide producten ;
13. Demonstraties ;
14. Dranken ter plaatse te benutten.

Op eenzelfde standplaats mogen geen producten uit verschillende categorieën worden verkocht. De vaste ondernemingen die levensmiddelen verkopen mogen echter ook producten van categorie 14 verkopen.

Als overgangsmaatregel zullen de handelaars die geldig gemachtigd werden om producten uit verschillende categorieën te verkopen, die machtiging verder blijven genieten ten persoonlijke titel. Bij de overdracht van de standplaats, heeft de overnemer geen recht op deze overgangsmaatregel en moet hij één categorie kiezen.

§2. De specialisaties die op de markt van de Noodwijk mogen worden verkocht,

worden onderverdeeld in de volgende categorieën :

1. Zoute of zoete eetwaren of “wereldspecialiteiten” voor onmiddellijke consumptie ;
2. Voedingsproducten :

- zuivel, kaas en afgeleide producten ;
- vlees, charcuterie, gepekeld producten, rauw gevogelte en afgeleide producten ;
- vis en afgeleide producten ;
- gebraden gevogelte en afgeleide producten ;
- specerijen, kruiden, olijven, gedroogde vruchten ;
- brood en gebak ;
- suikergoed en koekjes ;
- voedingsproducten "Biologische en/of gelabelde" ;
- gespecialiseerde voeding (Italiaans, Turks ...) en andere voedingsproducten die niet in de vorige categorieën zijn opgenomen ;
- fruit en groenten ;
- 3. Planten en bloemen ;
- 4. Confectiekleding voor mannen, vrouwen en kinderen o.a
  - Lingerie (ondergoed voor mannen, vrouwen en kinderen ; kousen, nachtkleding, badjassen, badpakken, panty's enz.) ;
  - Modeaccessoires (schoenen, handtassen, riemen, portefeuilles, juwelen, horloges, sjaals, wanten, hoofddeksels, paraplu's, zonnebrillen en verwante producten) ;
- 5. Accessoires en voeding voor dieren ;
- 6. Linnengoed (afwasbare en stoffen tafellakens, beddengoed, handdoeken enz.) ;
- 7. Parfum, cosmetica en verzorgingsproducten ;
- 8. Huishoudproducten en -elektro, gereedschap, elektrische, elektronische en computeraccessoires, gsm's ;
- 9. Vrije tijd (spelletjes, speelgoed – met uitzondering van replica's van vuurwapens –, boek- en papierhandelproducten, schrijfbenodigdheden, inktbuisjes, cd's, dvd's en verwante producten). De categorieën opgesomd in dit artikel gelden onverminderd de producten die krachtens artikel 32, §2, verboden zijn ;
- 10. Binnenhuisdecoratie ;
- 11. Sportartikelen ;
- 12. Merchandisingartikelen, afgeleide producten ;
- 13. Demonstraties ;
- 14. Dranken ter plaatse te benutten.

#### ~~Artikel 32 – Verkoop van dieren~~

#### Artikel 32 – Verboden producten

##### §1. Verkoop van dieren

Overeenkomstig de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van de dieren is de tentoonstelling, de levering, het te koop aanbieden van honden en katten op de markt verboden. De ambulante verkoop van andere levende dieren is onderworpen aan de goedkeuring van de Minister die de dierenbescherming in zijn bevoegdheden heeft, overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verkoop van dieren.

##### §2. Verkoop van replica's van vuurwapens

Om de veiligheid, de openbare rust en de goede orde te waarborgen, met name in aanwezigheid van minderjarigen, op het grondgebied van de gemeente en

om de banalisering van geweld in onze wijken tegen te gaan, is het verboden om driedimensionale voorwerpen te verkopen, te koop aan te bieden of tentoon te stellen met het oog op de verkoop, die het uiterlijk van een echt of aannemelijk vuurwapen nabootsen (revolver, pistool, geweren, aanvalsgeweren, machinegeweren, ...), of waarvan de vorm, afmetingen, kleuren, markeringen of zichtbaar mechanisme bij een gemiddelde toeschouwer verwarring kunnen wekken met een echt vuurwapen.

Hieronder vallen met name, zonder dat deze lijst volledig is, pistolen met knalpatronen of vuurwerkpatronen, airsoft-replica's, decoratieve imitaties, verkleedaccessoires en projectielwerpers van schuim, gel of plastic wanneer deze het uiterlijk van een vuurwapen hebben.

Voorwerpen die duidelijk fantasievol of onrealistisch zijn, met name waterpistolen, worden niet bedoeld, voor zover zij niet het uiterlijk van een echt of aannemelijk vuurwapen nabootsen, evenmin als boeken, drukwerken, audiovisuele dragers of spellen waarvan enkel de inhoud wapens voorstelt.

Dit verbod geldt onverminderd de federale, regionale of Europese wetgeving die van toepassing is op wapens, replica's van wapens, productveiligheid en consumentenbescherming.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Motion relative à la vente de répliques d'armes sur les marchés communaux.pdf,*

*Motion relative à la vente de répliques d'armes sur les marchés communaux NL 22062026.pdf*

---

30.06.2026/A/0010 **Crise alimentaire mondiale et inflation des prix de la nourriture : quelles mesures la commune entend-elle prendre pour protéger la population tennodoise d'ici la fin 2026 ? ; Interpellation introduite par M. LEMAIRE Pascal, Conseiller communal.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Crise alimentaire mondiale et inflation des prix de la nourriture \_ quelles mesures la commune entend-elle prendre pour protéger la population tennodoise d'ici la fin 2026 \_pdf*

---

30.06.2026/A/0011 **Premier bilan de l'antenne communale de proximité du quartier Nord ; Interpellation introduite par M. LUAHABI Ismaël, Conseiller communal LB.- report du 29/04/2026- report du 27/05/2026**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation+introduite+par+M.Luahabi+pdf-2.pdf*

---

30.06.2026/A/0012 **Situation sociale à Saint-Josse-ten-Noode : premier bilan des exclusions du chômage et impact financier pour la commune ; Interpellation introduite par M. LEMAIRE Pascal, Conseiller communal.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Situation sociale à Saint-Josse-ten-Noode \_premier bilan des exclusions du chômage et impact financier pour la commune.pdf*